Créé lors de la crise politique belge en 2011, le projet G1000 , nommé ainsi par analogie au G20, a permis à des milliers de citoyens belges de s'exprimer sur des sujets de société importants tels que les négociations politiques, la sécurité sociale, le chômage, l'immigration ou la crise financière. Toujours à l'œuvre aujourd'hui, le groupe a remis récemment aux présidents des sept parlements belges, le rapport final du panel citoyen, intitulé « Comment aborder le travail et l'absence de travail dans notre société ».

Cette initiative, faisant partie des activités adoptées par la Fondation pour les Générations Futures , accompagnait, à l'époque de la crise gouvernementale, d'autres actions de citoyens révoltés contre l'impasse politique et le manque du gouvernement, telles que la manifestation « Shame », l'action virtuelle « le Camping 16 », la « révolution des frites » ou la proposition de l'acteur Benoit Poelvoorde de se faire pousser la barbe tant que la crise perdurerait.

La spécificité du G1000 par rapport aux autres initiatives réside dans sa démarche méthodologique très solide et réfléchie, car le projet est prévu pour une longue durée et les sujets discutés touchent tous les domaines de la société. Au début, il y a eu le Manifeste du G1000, qui décrit « une réunion au sommet de mille citoyens », s'inscrivant dans les conceptions de la démocratie participative et délibérative, de l'innovation sociale, de la diversité et de la transparence.

La démarche globale prévoyait 3 phases : d'abord une large consultation en ligne avec la participation de quelques 6 000 personnes, ensuite un sommet de 1 000 citoyens choisis au hasard qui s'est tenu le 11 novembre 2011 à Bruxelles, et enfin un panel de 32 citoyens (encore

une fois recrutés au hasard) s'étant réunis plusieurs fois, qui avait pour objectif de proposer des recommandations concrètes.

Après avoir saisi le Top 25 des thèmes à la suite des consultations en lignes, quelques sujets les plus pertinents ont été à nouveau « élus » pour qu'enfin le panel final puisse délibérer sur les thématiques qui touchent le plus grand nombre de citoyens : la sécurité sociale, la répartition des richesses en temps de crise et l'immigration.

Le rapport final, remis le 11 novembre 2012 aux parlementaires, contient des recommandations concrètes (élaborées sur la base des réflexions du panel de 32 citoyens), comme la réduction du coût salarial par la diminution des charges sur le travail, une augmentation des salaires nets en tant que moyen pour dynamiser l'économie, l'instauration d'une allocation universelle qui remplacerait les autres allocations et l'éradication des discriminations sur le marché de l'emploi à l'aide de campagnes médiatiques et l'introduction de la diversité au sein des institutions publiques.

Le groupe souhaite poursuivre son action et créer une plate-forme permanente pour l'innovation démocratique, s'appuyant sur des expériences d' organisations sœurs à l'étranger.